

IPEMED News



Jean-Louis Guigou Délégué général d'IpeMED

Guerre des monnaies : l'UPM doit répondre

► La Méditerranée voit se profiler une nouvelle guerre, celle des monnaies. Subira-t-elle encore une fois le dictat des autres ? L'hypothèse d'un monde multipolaire, organisé en grandes régions économiques Nord-Sud, sort renforcée de la crise économique et financière. Entre l'Asie orientale et l'Amérique,

le combat pour l'hégémonie mondiale est engagé, sur fond d'incertitudes : le système monétaire international qui remplacera le système actuel fondé sur le dollar, sera-t-il global et multi-devises (dollar, euro, yen, yuan), ou bien assistera-t-on à une fragmentation régionale entre une zone dollar, une zone euro et une zone yen-yuan ?

► L'Europe et les pays riverains de la Méditerranée perçoivent leur intérêt commun : l'Union pour la Méditerranée (12000 milliards de dollars, presque un milliard d'habitants) en est une

étape importante. Mais voilà ! Notre région n'a pas de règles monétaires communes : au Nord c'est la zone euro, au Sud les pays ont, chacun leur monnaie qui fluctue dans un panier où le dollar est souvent dominant. Alors que la bataille monétaire mondiale va s'amplifier, il est vital qu'une région comme l'Euro-Méditerranée se dote d'une stabilité et d'une force de frappe monétaires. Envisager un serpent monétaire méditerranéen, puis une zone méditerranéenne de stabilité monétaire n'est pas une vue de l'esprit : c'est une urgence.

Europe, de nouvelles cartes pour l'UPM

La fin de l'année européenne de 2009 est un moment important pour la Méditerranée. Un tournant – mais dont on ne sait exactement quelles routes il ouvre. L'entrée en vigueur du traité de Lisbonne le 1^{er} décembre signifie la prise de fonction du premier président de l'Union et de la haute représentante pour les Affaires étrangères. Reste à savoir quelle place ce couple anglo-belge accordera à la Méditerranée. Et comment cette prise de fonction se conjuguera avec la présidence espagnole – ancienne façon – de l'UE et donc de l'Union pour la Méditerranée. On voit mal l'Espagne, qui a fait de la Méditerranée un axe fort de sa politique étrangère, lâcher à la fois la présidence de l'UE et celle de l'UPM. La «cohabitation» qui se profile n'est pas une affaire purement formelle, car elle doit mettre en place le secrétariat général de l'UPM, cheville ouvrière du projet lancé le 13 juillet 2008.

L'AVIS CONTRAIGNANT DU PARLEMENT Autre incertitude : comment le Parlement européen abordera-t-il le projet méditerranéen ? De nouveaux domaines tombent dans le champ de la procédure dite de «codécision» entre le Parlement et le Conseil de l'UE. L'avis du Parlement est contraignant dans des domaines cruciaux pour la Méditerranée : agriculture, fonds structurels, politiques énergétiques, migrations. Par surcroît, les députés européens décident désormais en dernier ressort de l'ensemble du budget de l'UE, y compris des «dépenses



LE PREMIER MINISTRE BELGE, HERMAN VAN ROMPUY, ET LA COMMISSAIRE BRITANNIQUE, CATHERINE ASHTON, OCCUPENT LES NOUVEAUX POSTES DE PRÉSIDENT PERMANENT DU CONSEIL EUROPÉEN ET DE HAUTE REPRÉSENTANTE AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES.

obligatoires» (45% du budget de l'UE) relatives à l'agriculture ou aux accords internationaux. Or en 2010 va s'ouvrir la négociation sur le prochain budget de l'UE (2013-2020), notamment sur la PAC. En jeu, la capacité des pays européens et des pays sud méditerranéens de concevoir une stratégie commune pour faire face à la concurrence grandissante des autres régions du monde, et au défi de la sécurité alimentaire.

LUI DONNER LA PLACE QU'ELLE MÉRITE Enfin la nouvelle Commission annoncée le 29 novembre, donne a priori des cartes à la Méditerranée : c'est un Espagnol (Almunia) qui obtient le portefeuille de la Concur-

rence ; un Français (Barnier) le Marché intérieur – mais aussi les marchés financiers, ce qui va sans doute orienter une bonne partie de l'énergie du Commissaire vers le rapport de force franco-germano-britannique sur la question de la régulation financière ; l'Agriculture échoit à un Roumain (Ciolos, un fin connaisseur de l'agriculture méditerranéenne) ; une Grecque (Damanaki) est en charge des Affaires maritimes, un Italien (Tajani) de l'Entreprenariat. À quoi on peut rajouter les portefeuilles chypriote (Éducation et Culture), maltais (Santé), bulgare (Coopération internationale) et même allemand (Énergie – projet Desertec oblige !). Il y a évidemment loin de la coupe aux lèvres, et rien ne garantit que ces Méditerranéens donneront à la Méditerranée la place qu'elle mérite.

Pierre Beckouche Conseiller scientifique d'IpeMED



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

TRANSPORTS

Les autoroutes de la mer toujours d'actualité

● Le programme Medamos, destiné à favoriser les autoroutes de la mer entre les pays de l'Union européenne et ceux



du Sud de la Méditerranée, étant achevé, l'Union européenne a décidé d'en lancer un second, Medamos II. Ce dernier vise à promouvoir l'intermodalité du transport de fret en favorisant l'intégration des modes avec le transport maritime comme clé de voûte. Le programme, d'une durée de 36 mois, devrait démarrer en mars 2010. Plusieurs projets d'autoroutes de la mer font l'objet d'un examen européen, notamment au Maghreb et en Israël.

GAZ NATUREL

Le projet Gassi Touil achevé en 2013 au plus tard

● L'ensemble du projet gazier de Gassi Touil en Algérie sera achevé au plus tard en 2013 au lieu de 2009 comme prévu



initialement, a indiqué fin novembre la société publique algérienne des hydrocarbures Sonatrach. Le Tribunal international d'arbitrage de Genève a décidé de son côté que Sonatrach n'aura pas à indemniser les compagnies espagnoles Respsol et Gas Natural pour avoir dénoncé en 2007 un accord sur ce projet. Repsol et Gas Natural réclamaient quelque 1,6 milliard d'euros de dédommagements et la Sonatrach demandait 800 millions pour compenser les retards. Le tribunal a décidé que le contrat était annulé et qu'aucune indemnité ne devait être payée de part et d'autre.

ÉNERGIE

Ankara renonce à une centrale nucléaire

● La Turquie a annulé un projet lancé en 2008 pour la construction et la gestion de la première centrale nucléaire du pays, d'une puissance de 4800 mégawatts à Akkuyu, dans la province de Mersin, sur la côte méditerranéenne en raison notamment de décisions de justice. Un consortium conduit par la société d'État russe Atomstroyexport était le seul candidat. Désireuse de réduire sa dépendance énergétique à l'étranger, la Turquie prévoyait la construction de trois centrales nucléaires d'ici à cinq ans. Les deux autres projets sont aussi remis en cause.

REPÈRE
+3,9%

C'est la croissance moyenne estimée du PIB des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée pour 2010. Une performance bien supérieure à celle attendue dans la zone euro (+1% selon les prévisions les plus optimistes) qui démontre l'attractivité de cette région.

SOLAIRE



Le Sahara est la région la plus ensoleillée du globe.

La Banque mondiale soutient le solaire méditerranéen

● La Banque mondiale a annoncé début décembre un investissement de plus de 5,5 milliards de dollars pour la construction de centrales solaires thermodynamiques dans cinq pays du Sud de la Méditerranée. Les fonds pour les technologies propres qu'elle pilote avec d'autres institutions multilatérales a décidé de consacrer 750 millions de dollars pour construire onze centrales de ce type en Algérie, Egypte, Jordanie, Maroc et Tunisie d'ici trois à cinq ans. À cette somme s'ajoutent 4,85 milliards de dollars mobilisés par d'autres investisseurs grâce à l'impulsion de la Banque, indique un communiqué de l'organisation multinationale publié à Washington. Ces fonds doivent permettre la construction d'infrastructures pouvant produire «environ un gigawatt*» et de tripler ainsi la capacité de production mondiale des centrales solaires thermodynamiques. L'institution internationale voit dans ce projet une occasion de «soutenir l'intégration euro-méditerranéenne au profit des pays de l'Afrique du Nord et du Proche-Orient» leur offrant ainsi la possibilité «d'exploiter l'une des principales sources d'énergie inutilisées».

(*) 1 gigawatt = 1 million de kilowatt

RENCONTRES

Initiative pour l'investissement

La Caisse de Dépôt et de Gestion du Maroc (CDG), la Caisse des Dépôts française (CDC) et Ipemed organisent la seconde réunion de l'Initiative pour l'investissement en Méditerranée. Cette réunion, dans le sillage de celle qui a eu lieu à Paris le 13 mars, exposera, en plénière et en ateliers, un diagnostic sur les opportunités et les obstacles à l'investissement en Méditerranée. 15 janvier, Rabat (Maroc) www.zim.coop Inscription obligatoire: amal.chevreau@ipemed.coop

Marketing territorial

● Dans le cadre du programme «Invest in Med», Anima organise en Jordanie, en partenariat avec le Jordan Investment Board, un atelier «Marketing territorial: les investissements étrangers au service du développement économique local». Ce séminaire d'échange d'expériences permettra aux participants de mieux comprendre la stratégie des pays tiers méditerranéens, d'identifier leurs forces respectives et d'envisager des initiatives conjointes en vue de développer une «offre Méditerranée».

13 et 14 janvier, Amman www.anima.coop Contact: jeanne.lapujade@anima.coop

FOCUS SUR L'UPM

L'Espagne prête à prendre le relais

● L'Espagne s'apprête à reprendre en main les destinées de l'Union pour la Méditerranée. À partir du 1^{er} janvier 2010, Madrid va assurer la présidence de l'Union européenne pour six mois, une période charnière que le gouvernement Zapatero entend mettre à profit pour redynamiser l'initiative lancée par le président Sarkozy le 13 juillet 2008. Présent à Séville début novembre lors de la clôture des rencontres des Young Mediterranean Leaders, Miguel Ángel Moratinos, le chef de la diplomatie espagnole, a ainsi résumé les intentions de son pays. Première information: le deuxième sommet de l'UPM devrait avoir lieu d'ici la fin du premier semestre 2010 à Barcelone. Cette annonce est loin d'être anodine car dans les plans initiaux, ce deuxième sommet, qui doit regrouper les chefs d'États des pays de l'UE et ceux



Miguel Ángel Moratinos, ministre espagnol des Affaires étrangères.

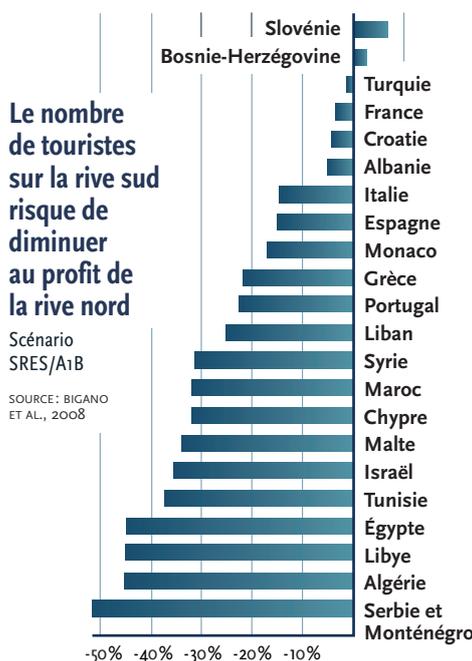
du pourtour sud et est de la Méditerranée (Psem), devait se tenir au Caire puisque l'Égypte assure, avec la France, la co-présidence de l'UPM. Pour mémoire, la capitale catalane, qui avait accueilli le sommet Euromed de 1995, lequel avait lancé le processus dit de Barcelone, a aussi été désignée pour accueillir le secrétariat général de l'UPM dont on attend encore le titulaire. La seconde information concernant l'agenda espagnol est que Madrid entend impliquer les sociétés civiles dans le processus, d'autant plus que les populations du Nord comme du Sud ont encore du mal à comprendre les enjeux de l'UPM. Pour autant, rien ne permet de dire si le concept de l'UPM va sortir de la sphère économique et évoluer vers les questions sociales voire politiques.

A.B.E.

Bouleversement climatique : comment s'en prévenir

À l'heure où la question du réchauffement climatique fait l'objet d'une prise de conscience mondiale, cet ouvrage publié par Ipemed devrait contribuer à alimenter la réflexion sur les bouleversements environnementaux qui s'annoncent au Sud de la Méditerranée. De fait, comme l'expliquent les trois auteurs Stéphane Hallegatte (chercheur en économie de l'environnement), Samuel Somot (climatologue) et Hypatie Nassopoulos (doctorante en économie de l'environnement), la région méditerranéenne est «une zone écologiquement très fragile» car l'environnement y est déjà dégradé au point de pénaliser la population et le développement économique.

DE GRAVES CONSÉQUENCES Le changement climatique sera un défi pour la région. Et les projections sont inquiétantes. D'ici à la fin du siècle, la température annuelle moyenne devrait en effet augmenter de 2,2 à 5,1°C, soit nettement plus que la moyenne planétaire. Ce réchauffement serait détectable d'ici à quinze, vingt-cinq ans suivant les saisons. En été, les hausses maximales seront comprises entre 2,7 et 6,5°C, contre 1,7 et 4,6°C



Région méditerranéenne et changement climatique: une nécessaire anticipation

STÉPHANE HALLEGATTE, SAMUEL SOMOT, HYPATIE NASSOPOULOS
Ipemed

en hiver. Les périodes de canicule seront donc plus longues et plus intenses. Quant aux précipitations, elles vont probablement diminuer de 4 à 27%, voire de 53% en été. L'eau sera donc nettement moins disponible, notamment sur la rive sud. Les risques de pénurie sont très probables. L'agriculture sera pénalisée avec des baisses de productivité pouvant atteindre 50% et la priorité sera donnée à la consommation domestique et à l'industrie. L'avenir des agriculteurs pauvres dont la capacité de reconversion est limitée, en sera affecté, entraînant de ce fait une accélération de l'exode rural.

UNE NÉCESSAIRE ANTICIPATION Ces effets négatifs exigent des efforts d'anticipation. Pour les auteurs, les changements climatiques futurs doivent être pris en compte dans les décisions d'investissements à long terme (urbanisation, transport, énergie, gestion de l'eau, agriculture, tourisme, etc.). Pour cela, il est nécessaire «d'améliorer la capacité de prospective dans la région», tandis que «la création d'institutions régionales, visant au rapprochement des décideurs et des experts», serait opportune. Ainsi, face au risque d'aggravation du stress hydrique qui pourrait intervenir en 2070, des investissements adéquats amélioreraient la situation (contrôle de la demande, chasse aux gaspillages, réutilisation des eaux usées, transport d'eau, production par dessalement...). Quant aux régions dépendantes des revenus touristiques, elles doivent déjà s'interroger sur leur possible baisse d'attractivité du fait de la hausse des températures.

Enfin, l'architecture et l'urbanisme doivent dès aujourd'hui tenir compte de ces évolutions. La répétition des canicules, le manque d'eau, le risque de pluies intenses et plus fréquentes, doivent être intégrés dans le dimensionnement des infrastructures urbaines (assainissement, bâtiment, protection contre les inondations, réseaux de transport, etc.). Autant de défis qui exigent un effort urgent d'anticipation auquel un Institut comme Ipemed entend contribuer.

Véronique Stéphan

ÉTUDE

L'après Kyoto. État des lieux de l'application du Protocole de Kyoto et enjeux post-2012

MORGAN MOZAS – Note Ipemed

Cette note rédigée par le chef de projet développement durable à Ipemed résume les enjeux liés aux négociations actuelles à propos du changement climatique et de la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) qu'il impose. Le document retrace les différentes étapes qui ont conduit à l'adoption et à la mise en oeuvre du Protocole de Kyoto et analyse les positions des différents pays industrialisés ainsi que celles des pays en développement. Ce travail est une première étape de la réflexion de fond sur les politiques des pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée en matière d'adaptation au changement climatique.

Disponible sur www.ipemed.coop

ARTICLE

L'aide au développement n'est pas toujours néfaste aux pays africains

JEAN-MICHEL SEVERINO

«Le Monde», 17 novembre 2009. www.afd.fr

Dans cet article, le directeur général de l'Agence française de Développement (AFD, membre fondateur d'Ipemed) met en garde contre la diabolisation de l'aide au développement notamment après la publication de *L'Aide fatale*, un ouvrage écrit par une économiste zambienne ex-collaboratrice de la banque Goldman Sachs. Pour lui, les effets pervers de l'aide sont certes réels, mais le recours au seul marché est encore plus dangereux.

PUBLICATION

Eau et assainissement des villes et pays riverains de la Méditerranée

SOUS LA DIRECTION DE CLAUDE MARTINAND
Ipemed, coll. Construire la Méditerranée

Cet ouvrage est le fruit de la réflexion menée par un groupe de travail mis en place par Ipemed afin d'identifier les actions les plus efficaces en matière d'assainissement de l'eau dans les pays du pourtour méditerranéen.



Une démarche d'autant plus nécessaire que la pollution d'origine terrestre est prépondérante dans la région et qu'elle pose d'importants problèmes de santé

pour les populations. L'ouvrage examine les politiques intégrées en matière de gestion globale des services de l'eau et analyse les facteurs qui conduisent à leur réussite.

Disponible sur www.ipemed.coop

Gérard Mestrallet est élu président

La réunion annuelle du Conseil de surveillance d'Ipemed, s'est tenue au siège de GDF Suez, l'un de ses tous premiers membres fondateurs. Le Conseil, qui rassemble les membres fondateurs de l'Institut, a élu Gérard Mestrallet à sa tête et confié les fonctions de vice-président à Aziz Miled et à René Carron (lire encadré). Ipemed a saisi cette occasion pour organiser une conférence-débat, consacrée au transfert de la valeur ajoutée entre les deux rives de la Méditerranée. Quelque cent trente-cinq personnalités y ont participé, dont plus de soixante dirigeants ou représentants des principales entreprises méditerranéennes de Tunisie, Grèce, Mauritanie, Algérie, Chypre, Égypte, Espagne, France, Italie, Liban, Palestine, Portugal, Syrie et Turquie. De nombreux pays étaient représentés par leurs ambassadeurs, tels le Maroc, la Grèce, l'Égypte, Chypre, la Suède, et la Jordanie ou par leurs premiers conseillers, comme le Liban, l'Algérie, l'Allemagne et l'Espagne. Gérard Mestrallet, René Carron, Aziz Miled, Jean-Louis Guigou, Nasser Kamel, ambassadeur d'Égypte et Serge Telle, ambassadeur français chargé de



PHOTOS : JEAN-MICHEL RILLON

À L'OCCASION DE LA RÉUNION ANNUELLE DU CONSEIL DE SURVEILLANCE D'IPEMED, LE 1^{ER} DÉCEMBRE 2009, LE PDG DE GDF SUEZ, GÉRARD MESTRALLET, A SOULIGNÉ LE RÔLE DES ENTREPRENEURS DANS LE RAPPROCHEMENT EURO-MÉDITERRANÉEN. ICI, À CÔTÉ DE JEAN-LOUIS GUIGOU.



Nasser Kamel
Ambassadeur d'Égypte en France



Serge Telle
Ambassadeur français chargé de l'UPM



Issah Cheiguer
Président de FCI (Mauritanie)



Munib R. Masri
PDG de Padico (Palestine)



Slim Othmani
PDG de NCA (Algérie)



Georges Peristeris
PDG de GEK Terna (Grèce)



Radhi Meddeb
Directeur général d'Ipemed



Christian de Boissieu
Comité scientifique d'Ipemed

l'UPM ont insisté sur la nécessité du rapprochement, par l'économie, des pays du bassin méditerranéen et sur le rôle des entreprises de la région. Pour Gérard Mestrallet, «ce rapprochement est inéluctable». Cette union passera par «des projets et des accords concrets portés et conclus par les acteurs économiques des deux rives». À l'image des Américains avec l'Alena, des Asiatiques avec l'Asean, «les entrepreneurs du Nord, du Sud et de l'Est de la Méditerranée seront les fers de lance de ce rapprochement».

URGENCE «Il y a urgence, a rappelé Jean-Louis Guigou. Le rôle de la Méditerranée est stratégique.» En effet, 800 millions d'habitants, 12 000 milliards d'euros de PIB, 75% de commerce entre les pays de la région sont de nature à peser sur l'économie mondiale. Tout ce qui manque à l'Europe – la jeunesse, les marchés, l'énergie – est au Sud. Tout ce qui manque aux pays du Sud – brevets, gouvernance, régulation – est au Nord. Les Européens, comme les pays de la rive Sud ont tout intérêt «à faire de la région méditerranéenne un territoire de croissance, faute de quoi ils déclineront et resteront des confettis dans la mondialisation». Pourtant, la route est longue: l'Europe ne consacre que 2% de ses investissements directs au Sud de la Méditerranée, quand le Japon investit 18% dans les pays asiatiques.

C'est pour peser davantage sur l'économie mondialisée, que la création d'un club euro-méditerranéen des chefs d'entreprises, l'EMCC (Entrepreneurship mediterranean Competitiveness Council) a été annoncée. Gérard Mestrallet a lancé un appel pour que se joignent à cette initiative tous les entrepreneurs du pourtour méditerranéen qui partagent une même foi en la Méditerranée et souhaitent faire de cette zone un territoire de croissance collective.

Véronique Stéphan

Aziz Miled, nouveau vice-président

● Premier groupe tunisien à adhérer à Ipemed, Tunisian Travel Services (TTS), est un acteur majeur de l'économie tunisienne. Fondé en 1968, il réalise un chiffre d'affaires de plus de 250 millions d'euros et est présent dans les métiers du voyage, du tourisme, et dans le secteur bancaire, l'industrie et l'agriculture. Aziz Miled, PDG du groupe a été élu vice-président du Conseil de surveillance d'Ipemed, aux côtés de

René Carron, président du groupe Crédit Agricole SA, également membre fondateur d'Ipemed. «Ipemed est une initiative constructive. L'économie rapproche. Elle permet en effet de dépasser les clivages et favorise la construction de relations en toute neutralité. La Tunisie s'inscrit dans cette dynamique», a déclaré Aziz Miled au cours de la conférence de presse qui a suivi la manifestation. **V.S.**



Aziz Miled
PDG de Tunisian Travel Services et **René Carron**
Président de Crédit Agricole SA



IPEMED

INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN

IPEMED News LETTRE MENSUELLE D'INFORMATION DE L'INSTITUT DE PROSPECTIVE ÉCONOMIQUE DU MONDE MÉDITERRANÉEN, UNE ASSOCIATION DONT LE BUT EST DE RAPPROCHER LES DEUX RIVES DE LA MÉDITERRANÉE PAR L'ÉCONOMIE

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION: Jean-Louis Guigou RÉDACTEUR EN CHEF: Akram Belkaïd ONT COLLABORÉ À CE NUMÉRO: Véronique Stéphan, Pierre Beckouche PHOTOS: D.R. RÉALISATION: Patricia Jezequel, Alain de Pommereau IMPRESSION: ALCG Imprimerie ABONNEMENTS ET CONTACT: contact@ipemed.coop